

## JUN ARIMA

Directeur général, JETRO Londres, conseiller spécial, affaires environnementales mondiales, ministère de l'Economie, du Commerce et de l'Industrie du Japon

**Cécile Maisonneuve, directeur du Centre Energie, Ifri**

Thank you. You provide an excellent transition to the next part. I know there are some reactions to the debate, but we have to shift to the second part because we are running a bit late. We are starting the second part of the debate on the question of the link between competitiveness and the fight against climate change because this remains our policy ultimate goal. I will give the floor to Jun Arima, who is a special adviser for Global Environmental Affairs to METI as well as Director General of the Japan External Trade Organisation in London. I want to ask Mr Arima whether we can solve what seems to be an impossible equation. Thank you.

**Jun Arima, directeur général, JETRO Londres, conseiller spécial, affaires environnementales mondiales, ministère de l'Economie, du Commerce et de l'Industrie du Japon**

Merci, Cécile. Être assis à côté de Bill est légèrement stressant car j'ai travaillé sous ses ordres à l'AIE, mais je vais faire de mon mieux. Pour répondre à votre question sur l'éventuelle simultanéité d'une réduction du réchauffement climatique et d'un renforcement de la compétitivité à l'international, la réponse politiquement correcte est oui.

En Europe, l'idée que la croissance verte, qui impose des restrictions carbone par le biais de tarifs plus élevés, puisse générer de nouvelles technologies, de nouveaux secteurs et de nouveaux emplois, est matière à débat. Si on s'intéresse à la situation politique et économique sur le continent, les choses ne sont pas si simples. Quelques exemples pour illustrer mon propos.

Au cœur de la crise économique, nombre de pays européens, parmi lesquels l'Allemagne, témoignent d'une réaction politique négative à l'égard de programmes de soutien aux nouvelles énergies excessivement coûteux. Le Royaume-Uni, où je réside à l'heure actuelle, ne fait pas exception à cette règle. L'Allemagne, considérée comme un leader dans le domaine, s'oppose fortement au renforcement des normes d'émission des véhicules par crainte d'un affaiblissement de sa compétitivité à l'international. Le Parlement européen s'oppose de son côté à la rétroactivité des EU-ETS, là encore pour protéger la compétitivité à l'international.

Mon pays, le Japon, incarne parfaitement le conflit entre la lutte contre le réchauffement climatique et le renforcement de la compétitivité à l'international ou, plus largement, de la croissance économique. Depuis Fukushima, toutes les centrales nucléaires du pays sont à l'arrêt. Nous avons dû mobiliser toutes les sources d'énergie disponibles pour garder la lumière allumée, y compris le GNL, le pétrole et même le charbon. Ce qui a entraîné un écoulement massif de la richesse nationale, qui s'élève à 3,8 trillions de yens. Soit environ 29 milliards d'euros. Ce n'est pas rien. Pour la première fois, en 2011, le Japon a enregistré une balance commerciale déficitaire, tendance qui se maintient. En raison de la hausse des importations de GNL et d'un tarif de soutien récemment mis en place dans le pays, qui s'appuie sur le modèle allemand, les prix de l'énergie ont augmenté de 15 % pour le secteur industriel, une donnée qui remet en cause la compétitivité du Japon à l'international.

L'utilisation accrue des combustibles fossiles a également augmenté les émissions de CO<sub>2</sub> du pays et, dans le cadre du COP19, le Japon a présenté son objectif cible d'une réduction de 3,8 % par rapport aux niveaux de 2005, sans compter la reprise du nucléaire, et a été vivement critiqué par les groupes environnementaux. Nous faisons tous les efforts pour améliorer l'efficacité énergétique et promouvoir les énergies renouvelables. Néanmoins, remplacer la large part du nucléaire uniquement avec les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique est physiquement et économiquement impossible. Si nous le faisons, cela générerait un très lourd fardeau financier pour l'économie japonaise et, comme vous le savez, la priorité de notre gouvernement est à l'heure actuelle la reprise économique et le renforcement de la compétitivité industrielle. Tant que nous ne pouvons pas utiliser l'énergie nucléaire sans carbone, nous devons nous assurer une alimentation électrique stable, même si cela doit passer par les combustibles fossiles.

Cela dit, la croissance verte est la bonne orientation à prendre, mais ses bénéfices ne seront tangibles que dans 10 à 20 ans. Elle ne convainc pas en revanche dès lors qu'il s'agit de régler nos problèmes immédiats comme la crise économique, le chômage ou la pénurie d'énergie. Si les objectifs drastiques en matière d'émissions renforçaient la compétitivité internationale et créaient de nouveaux emplois, les conférences des Nations unies sur le changement climatique ne seraient pas si véhémentes. Les efforts de réduction ne sont pas dénués de coûts et pourraient faire obstacle à la croissance économique, du moins pour le moment. Nous devons par conséquent faire face à cette réalité économique et politique. Sans croissance économique solide, aucune politique verte ne saurait être durable.

Devons-nous dans ce cas sacrifier les efforts de réduction au profit de la compétitivité à l'international ? Bien entendu, non. Le réchauffement climatique va générer à terme des coûts significatifs pour les générations actuelles et futures. Néanmoins, les politiques définies uniquement par la réduction du réchauffement climatique ne seront probablement pas durables. D'autres objectifs politiques, comme la croissance économique, la sécurité énergétique et même le contrôle de la pollution de l'air, avec le co-avantage de la réduction, peuvent s'avérer plus durables. Dans ce contexte la « redéfinition d'une carte climatique de l'énergie » de l'AIE est une bonne base de réflexion. Elle propose des scénarios 4-pour-2°C avec quatre mesures politiques qui laissent la porte ouverte aux scénarios 2°C à l'horizon 2020 sans coût économique net. Ces quatre politiques adoptent des mesures d'efficacité énergétique, encouragent la construction et l'utilisation de centrales électriques à charbon très efficaces, réduisent les émissions de méthane de la production de pétrole et de gaz en amont et accélèrent l'arrêt partiel des subventions à la consommation de combustibles fossiles.

Bien que ces scénarios 4-pour-2 soient à même de préserver l'objectif des 2°C, l'AIE avance également que cela ne suffit pas. Pour atteindre l'objectif global de 2°C, les émissions de gaz à effet de serre doivent être réduites de 78 gigatonnes d'ici à 2035. Pouvons-nous espérer une telle réduction massive des négociations de l'ONU en cours ? J'ai participé plus de dix fois aux négociations du COP et je serais plutôt pessimiste ou prudent à cet égard. L'analyse du différentiel en gigatonnes est un indicateur utile, mais dès lors qu'il s'agit de l'utiliser pour les négociations internationales, cela entraîne une lutte pour un espace carbone raréfié, qui à mon avis ne mènerait nulle part. Les négociations de l'OMC sont dans l'impasse mais pourraient résulter à terme dans une somme positive pour les parties. Il n'est en revanche pas étonnant que les Nations unies ne soient pas susceptibles d'atteindre un résultat impressionnant car elles visent une somme négative.

Un futur régime international ne saurait être un accord unique dans lequel l'ONU fonctionne comme un gouvernement global. Il est à mon avis plus probable qu'il s'agisse d'un système multicouches ou fragmenté composé du système de l'ONU et de cadres régionaux, plurilatéraux, bilatéraux et sectoriels. Un cadre onusien est plus susceptible d'être un pseudo système de promesse et d'analyse des engagements déterminés nationalement, et non pas un régime descendant de type Kyoto. En ce qui concerne la compétitivité à l'international, des accords sectoriels dans le domaine du transport maritime et aérien international proposent des perspectives intéressantes pour la réduction du réchauffement climatique en engageant à la fois les pays développés et les pays en développement. De la même manière, dans les domaines du fer, de l'acier, du ciment et de l'aluminium, les associations internationales luttent contre le réchauffement climatique avec la participation des entreprises à la fois dans les pays développés et dans les pays en développement.

Le réchauffement climatique est un problème global et nous devons par conséquent élargir notre périmètre, transiter d'une réduction domestique vers une réduction globale. Il est vain de nous concentrer uniquement sur notre réduction intérieure, de pénaliser les industries domestiques et de les pousser en dehors de nos pays. Il s'agit là d'un simple transfert des émissions. Diffuser les technologies propres et efficaces dans les pays en développement est compatible avec une préservation de la compétitivité à l'international. Un accord récent entre le Japon et la Turquie sur un projet nucléaire en constitue un exemple. Un déploiement des technologies thermiques japonaises les plus efficaces dans les centrales à charbon des États-Unis, d'Inde et de Chine pourrait réduire de 1,3 gigatonne les émissions de CO<sub>2</sub>, soit près de l'intégralité des émissions du Japon.

Le réchauffement climatique représente également un défi à plus long terme avec une perspective à 50 ou 100 ans, nous devons par conséquent nous affranchir d'un état d'esprit court-termiste qui ne se concentre que sur des objectifs et des délais nationaux à moyen terme. Si nous prenons réellement au sérieux la réduction du réchauffement climatique, une plus grande attention doit être portée aux technologies. Les négociations de l'ONU en cours ne se

concentrent que sur des questions comme le transfert des technologies et des droits de propriété intellectuelle. Une solution à long terme repose sur la recherche et le développement de technologies réellement innovantes, qui vont du captage et de la séquestration du carbone aux batteries, à la fusion, à la photosynthèse artificielle et au photovoltaïque spatial, etc. Investir dans une telle R&D stratégique pourrait s'avérer bien plus efficace dans certains cas en termes de compétitivité internationale et de croissance économique que d'injecter d'énormes subventions dans les technologies d'énergies renouvelables existantes. Dans un cadre futur, un engagement déterminé nationalement pourrait inclure non seulement les objectifs ou les actions de réduction mais également les objectifs de développement technologique. Le champ existe pour une solide coopération internationale dans le développement de telles technologies en dehors du cadre de l'ONU.

Pour conclure, il est possible simultanément de lutter contre le réchauffement climatique et d'améliorer la compétitivité internationale, mais nous avons besoin d'une approche plus intelligente, ainsi que d'un périmètre élargi qui intègre non seulement la réduction domestique mais aussi la réduction globale, et un horizon à plus long terme avec l'innovation. Merci.